

Objekttyp: **Issue**

Zeitschrift: **Schweizerische Kirchenzeitung : Fachzeitschrift für Theologie und Seelsorge**

Band (Jahr): - **(1898)**

Heft 9

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Schweizerische

Kirchen-Zeitung.

Abonnementspreis:

Für die Stadt Solothurn

Jährlich Fr. 6. —.

Halbjährlich Fr. 3. —.

Franko durch die ganze Schweiz:

Jährlich Fr. 6. —.

Halbjährlich Fr. 3. —.

Für das Ausland:

Jährlich Fr. 9. —.

Einrückungsgebühr:

10 Cts. die Pettzelle oder deren Raum, (8 Pf. für Deutschland).

Erscheint jeden Samstag 1 Bogen stark.

Briefe und Gelder franko.

Lettre du Jura.

Au commencement de l'année, Monseigneur Haas, par l'entremise de Messieurs les doyens, faisait des instances en faveur de la quête pour les « Missions Intérieures. »

Monseigneur signalait ce fait: Que les œuvres de la Propagation de la Foi et de la Sainte-Enfance, dans le Jura, jouissent d'une grande popularité, et réunissent annuellement une somme qui va de 10,000 à 15,000 francs, tandis que l'œuvre des « Missions Intérieures » est en souffrance.

Le rapport de 1897, sur les cotisations recueillies dans le Jura, donne pour la Propagation de la Foi une somme de frs. 6977. 60, et pour la Sainte-Enfance, une somme de frs. 4184. 70. Soit un total de frs. 11,162. 30 pour ces deux œuvres.

La quête pour les « Missions Intérieures » est loin d'atteindre ce chiffre, et cette disproportion nous inspire les quelques considérations suivantes, que nous nous permettons de soumettre à l'appréciation de nos vénérés confrères.

La popularité des œuvres de la Propagation et de la Sainte-Enfance, est due à leur *ancienneté*, à leur *organisation* et surtout au *zèle*, que veulent bien leur vouer Messieurs les curés.

Il y bien longtemps que ces œuvres sont connues dans le Jura. Elles y ont été établies dans un temps, où la foi était active, et où la charité chrétienne n'était pas constamment sollicitée, comme maintenant, par une foule d'œuvres plus ou moins nécessaires ou utiles. Par contre les « Missions Intérieures » sont pour nous, Jurassiens, d'une fondation relativement récente; car elles étaient établies depuis longtemps dans la Suisse allemande, alors que, dans le Jura, elles restaient ignorées de la majorité du peuple chrétien.

L'organisation de la Propagation et de la Sainte-Enfance est des plus savantes, des plus simples, et aussi des plus populaires. Le curé est aidé dans son travail par les collecteurs, qui recueillent les offrandes, visitent pour cela les familles, font circuler les annales, et qui, lorsqu'ils sont zélés, trouvent facilement de nouveaux abonnés. La lecture périodique des annales maintient le zèle des associés, en les tenant au cou-

ran des fruits de l'œuvre, et des travaux apostoliques des missionnaires.

Les « Missions Intérieures » sont loin d'être si bien organisées. Une quête faite à l'église, quelque recommandée qu'elle soit, ne produira pas tant qu'une collecte faite à domicile; cela est évident.

Ensuite les annales de notre *œuvre nationale* ne sont publiées qu'une fois par an; elles ne sont que peu répandues, et par conséquent, elles ne sont que peu ou point lues; de là, naît nécessairement une sorte d'indifférence pour une œuvre, qu'on ne connaît pas assez.

Nous ajoutons, que le zèle des curés est un des facteurs du succès dont se réjouissent les œuvres de la Propagation et de la Sainte-Enfance. — En parcourant la liste des paroisses du Jura, dans le rapport publié par Mr. le Doyen de Delémont, on voit de suite quels sont les curés qui déploient du zèle en faveur de ces œuvres. Sans vouloir froisser personne, et tout en tenant compte de certaines circonstances locales, on peut dire qu'il y a bien des paroisses, qui ne sont pas au degré, ou devraient les placer leur population et leurs ressources.

Mais les œuvres de charité se tiennent ensemble, et se prêtent un mutuel appui. Là où l'on ne fait rien pour les Missions Étrangères, on ne fait guère davantage pour les Missions Intérieures. C'est encore dans ces paroisses, où le curé néglige les œuvres de charité, qu'on aura de plus de peine, de trouver les ressources suffisantes pour les besoins particuliers de la localité. Les gens ne sont pas habitués à donner, — voilà le *pourquoi*. Ils ne donnent pas pour telle œuvre, ils ne donneront pas pour une autre; car la charité, comme toute autre vertu, a besoin d'être exercée pour être féconde.

Pour conclure, et voulant, dans la mesure de nos faibles forces, répondre aux désirs de Sa Grandeur, nous nous permettrons d'indiquer quelques moyens aptes, nous semble-t-il, à propager l'œuvre des Missions Intérieures.

En premier lieu, il faut que le curé prenne la chose à cœur. Que ceux qui vivent tranquilles, dans un gracieux presbytère, au milieu d'une population dévouée, considèrent un peu l'existence de leurs confrères qui, parmi une majorité d'habitants hostiles; au

milieu des protestants; sans église, sans cure; obligés de courir après leurs ouailles, comme un berger court après ses brebis égarées dans un bois; sans ressources et devant subvenir à des dépenses de toutes sortes; luttant corps à corps, pour ainsi dire, avec un ennemi puissant, pour lui arracher les âmes des enfants de l'Église, et cela chaque jour, le cœur constamment angoissé! que ceux qui aiment leur *repos*, dis-je, considèrent cette existence, et ils verront, s'il ne vaud pas la peine de sacrifier un peu de ce repos, en faveur des frères de la « Diaspora »!

Le curé dans chaque paroisse se fera aider par des collecteurs. On peut les répartir par quartier. Partout il se trouvera de bonnes âmes, qui parcourront les familles, pour recueillir la modeste obole (0.20 cts.), qui fera tant de bien dans les paroisses mixtes. Qu'on me permette de le répéter: une quête faite à l'église ne vaudra jamais une collecte faite à domicile. Dans la Suisse allemande, les cotisations sont recueillies de maison en maison. Aussi comparez les résultats obtenus ici et là! Qu'on ait donc, dans chaque paroisse, une liste des abonnés aux « Missions Intérieures », comme on a celle des abonnés à la Propagation et à la Sainte-Enfance.

A propos des annales, nous aimerions avoir, non pas un simple rapport annuel, mais une petite publication trimestrielle, qui donnerait en quatre fois, les rapports de fin d'année envoyés par nos curés missionnaires. Les frais d'impression ne seraient pas sensiblement augmentés, et on y gagnerait, en ce que l'intérêt public, tenu en suspens, se reporterait davantage vers nos chères missions.

Mais encore ces rapports soit annuels, soit trimestriels, il faudrait *les lire* et les faire *lire*.

Peut-être, pour finir, dois-je répondre à une objection qu'on a faite, qu'on fera encore, sans doute? « Si les paroisses du Jura, dit-on, donnent davantage pour les Missions Intérieures, elles donneront moins pour la Propagation et la Sainte-Enfance. »

Je n'hésite pas à dire que ce raisonnement est faux. J'ai déjà dit pourquoi. C'est que la charité est inépuisable, et plus on cultive cette vertu, plus elle se développe. Il n'y a que ceux qui ne donnent jamais rien, qui font mauvaise mine au quêteur, parce qu'ils ne sont pas habitués à donner. Je pourrais établir cette vérité sur bien des faits; je citerai le Jura même pris dans son ensemble. Depuis le schisme, quels prodiges de générosité dans toutes les paroisses! . . . Les églises rebaties, restaurées, des orgues, des autels, des cloches nouvelles etc. . . ., que de dépenses! Et cependant, elles ont été en général couvertes par les dons de la charité privée. Or voyez-vous, pour cela, le Jura rester sourd aux appels du dehors? Outre les œuvres pieuses et nécessaires, combien d'autres entreprises

moins utiles, ne se réclament-elles pas, et jamais en vain, de la générosité du Jura?

Et quand en favorisant davantage nos missions, les autres en suffiraient un peu, je dirai quand même: « Pensons aux sauvages de là-bas, mais n'oublions pas les nôtres! »

D. L.

Die Sola-fides-Lehre, *)

das „beste Kampfmittel gegen Rom“, wird in der „dogmatischen Theologie“ von Dr. Heinrich, fortgeführt von Dr. Gutberlet, in folgender Weise beurteilt (Cf. 8. Bd. p. 315):

Es ist eine der Offenbarung und der Vernunft widersprechende Behauptung, welche Luther in der christlichen Kirche nach 1500 Jahren ihres Bestandes zuerst aufstellte, daß der Glaube allein selig mache und rechtfertige.

1. Zuerst muß bemerkt werden, daß er das Wort „Glauben“ in einem Sinne nimmt, der dem ganzen Altertume fremd war. Er versteht nämlich unter Glauben das feste Vertrauen, daß uns wegen der Verdienste Jesu Christi die Sünden nachgelassen seien. Schon darum sind die Stellen, die er aus dem hl. Paulus für seine neue Lehre anführt, nicht ad rem. Der Apostel hebt allerdings die Notwendigkeit des Glaubens zur Rechtfertigung des Menschen hervor, aber das ist nicht nur der Fiduzialglaube, sondern der Glaube an Jesus Christus an die Offenbarung, mit ihren Glaubenssätzen, Vorschriften und Heilseinrichtungen.

2. Wenn der hl. Paulus die Rechtfertigung dem Glauben ohne die Werke zuschreibt, so dürfen diese Stellen nicht so gedeutet werden, daß sie der gesunden Vernunft, der übrigen hl. Schrift und dem Apostel selbst widersprechen. Nun ist es widersinnig und unbiblisch, dem Glauben allein mit Ausschluß aller übrigen Dispositionen die Rechtfertigung zuzuschreiben. Die hl. Schrift verlangt nebst dem Glauben noch: Furcht, Reue, Vorsatz, Liebe, Buße u. s. w. Alle Ermahnungen an die Gläubigen sind fast ausschließlich Ermahnungen zu einem guten Lebenswandel, zum Halten der Gebote, zur Furcht Gottes und für den Sünder Anforderungen zur Befehrung, Bußübung, zu würdigen Werken der Buße u. s. w. Der hl. Jakobus erklärt daher direkt, daß der Glaube ohne die Werke tot ist, d. h. unwirksam zum Heile (Jak. 2, 26). Und der hl. Paulus sagt selbst, daß, wenn er Glauben besäße, um Berge zu versetzen, derselbe ohne die Liebe nichts sei (1. Kor. 13).

3. Es sagt nun auch der hl. Paulus sehr deutlich, was er unter den Werken versteht, die bei der Rechtfertigung wertlos sind. Es sind die Werke des Gesetzes, d. h. Werke, welche ohne Glauben an Christus, im Gegensatz zu Christus, aus sich selbst und durch die Kraft des alten Bundes die Gerechtigkeit und das Heil beanspruchen. Die Briefe an die Römer und Galater, die so die Notwendigkeit des Glaubens hervorheben, sind gegen die Aussprüche der Juden gerichtet, welche durch die Befolgung des Mosaischen

*) Eingefandt.

Jeremionalgesetzes mit Ausschluß der Gnade Jesu Christi das Heil erlangen wollten.

4. Die Wirksamkeit des Glaubens, mit Ausschluß der eigenen sittlichen Thätigkeit in der Rechtfertigung und überhaupt in der Angelegenheit des Heils ist eine so unsinnige, un-sittliche, der Offenbarung schnurstracks widersprechende Behauptung Luthers, daß die Protestanten sich ihrer schämen und selbst die begeistertsten Anhänger der Reformation sie aufgegeben und „Synergisten“ geworden sind. *Harnaß* versucht sogar Luther selbst von einer solchen Makel rein zu waschen, indem er die recht naive Bemerkung macht: wo sich Luther der Sache klar bewußt gewesen, habe er niemals die Notwendigkeit der guten Werke geleugnet. Also, wenn er sich klar wurde, kehrte der Reformator zur katholischen Rechtfertigungslehre zurück.

5. Die Rechtfertigung durch den Glauben allein, d. h. ohne unsere Mitwirkung enthält auch einen Widerspruch. Der Glaube, sagt Luther, „bewirkt“ die Nachlassung der Sünden dadurch, daß ich fest vertraue und glaube, daß mir meine Sünden nachgelassen sind. Es setzt also der Glaube, wenn er wahr sein soll, schon die Nachlassung der Sünden voraus und doch soll er sie bewirken. Die Ursache ist also Wirkung und die Wirkung Ursache. Sind die Sünden schon nachgelassen durch den Kreuzestod Christi, d. h. bietet die Erlösung Jesu Christi schon die wirkliche Nachlassung aller Sünden und nicht bloß die Möglichkeit und Ursächlichkeit dazu, dann sind alle Sünder gerechtfertigt, mögen sie Glauben haben oder nicht; im Grund sind dann die Sünden schon nachgelassen, bevor sie begangen werden. Der Glaube bewirkt also ganz und gar nichts: entweder sind Gläubige und Ungläubige gerechtfertigt, oder die einen sind und bleiben innerliche Sünder.

Jus aut vis!

(Aus dem Thurgau)

Anläßlich der in Steckborn abgehaltenen Volksmission hat ein hier wohlbekannter protestantischer Pastor einen berühmten gewordenen Ausritt gemacht, der einem Buschklepper alle Ehre machen würde. Infolge seines stark entwickelten Rechtsgefühles machte er der hohen Regierung die Anzeige von dem fanatischen Beginnen des katholischen Pfarramtes. Da die Kirche in Steckborn paritätisch ist und die Katholiken nach seiner Meinung nur „toleriert“ sind, so kam ihm der weise Gedanke, die Regierung anzufragen, ob die Protestanten Steckborns nicht das Recht hätten, die Kirche zu genanntem Zwecke zu verweigern. Die Regierung entschied negativ.

So abgewiesen, wagte er einen zweiten verzweifeltsten Ausritt mit dem „Jesuit im Gütterli“. Er hatte nämlich gehört, daß die Hochw. S. S. Missionäre Redemptoristen seien. Deshalb die wiederholte Anfrage an die Regierung: „ob die Kongregation der Redemptoristen, welche in jüngster Zeit im Kanton Missionen abgehalten, als eine dem Jesuiten-

orden affilierte Gesellschaft zu betrachten sei, auf welche das Verbot des Art. 51 der Bundesverfassung Anwendung finde!“

Die in Form einer Beschwerde eingereichte Anfrage gelangte an den Bundesrat und dieser antwortete am 18. Januar 1898 mit nachfolgendem Bescheid, der verdient, auch in der „Kirch.-Ztg.“ publiziert zu werden:

„Wir sind der Ansicht, daß der Beweis der Affiliation der Redemptoristen mit den Jesuiten nicht geleistet sei, und haben wir daher nichts dagegen, wenn Sie gegen die Thätigkeit dieser Kongregationen in ihrem Kantone nicht einschreiten, sofern weder eine Klostergründung beabsichtigt noch die Glaubens- und Gewissensfreiheit im Sinne der Bundesverfassung verletzt wird.“

Es ist richtig, daß der Bundesrat im Jahre 1876 die Redemptoristen als Affilierte der Jesuiten betrachtet hat: Damals ist aber ohne weitere Prüfung diese Affiliation angenommen worden. Später wurde das Vorhandensein dieser Affiliation von einer kantonalen Regierung in Abrede gestellt, und die von unserm Justizdepartement angeordnete Untersuchung kam zu dem Resultate, daß die Redemptoristen keine den Jesuiten affilierte Gesellschaft seien. Durch den Nachweis der „Verwandtschaft“, die zwischen Jesuiten und Redemptoristen besteht, ist der Nachweis des engern Verhältnisses nicht ohne weiteres erbracht; deshalb kann der deutsche Bundesratsbeschuß vom 20. Mai 1873 — der übrigens im Jahre 1892 wieder aufgehoben worden ist — für das schweizerische Recht nicht maßgebend sein.“

Aus dem bundesrätlichen Entscheid möchten wir nur ein einziges Wort herausheben: „ohne weitere Prüfung!“ Also die oberste Landesbehörde gibt ohne weitere Prüfung einen Entscheid, eine Interpretation eines Verfassungsparagraphen heraus, welcher für einen großen Teil der Landesbürger von der größten Tragweite und Bedeutung, eine schwere Verletzung ihrer Rechte ist. — Ohne weitere Prüfung hat man die Redemptoristen des Landes verwiesen und ihnen alle Wirksamkeit in Schule und Kirche untersagt. Sind wir nicht berechtigt, zu fragen: Hat man nicht auch ohne weitere Prüfung (wenigstens ernste objektive Prüfung) die Jesuiten als staatsgefährlich erklärt und aus dem Lande getrieben? Schon Jahrzehnte lang beklagen sich die katholischen Schweizerbürger in bitterster Form, daß die Bundesverfassung eine schreiende Rechtsverletzung gegen die Katholiken enthalte. Wer prüft die Berechtigung der Klage? Wer will es den Katholiken verargen, wenn sie das ganze Vertrauen zu ihren Behörden verlieren? Wer will es ihnen verdenken, wenn sie in ihrer bitteren Stimmung zu Fortschritten, welche zweifelhaft sind, sehr bedächtig Hand reichen?

Hat man maßgebendenorts nicht die heilige Pflicht, Fragen von dieser Tragweite ernstlich zu prüfen, um nicht einen Konfessionsteil in seinen heiligsten Rechten zu verletzen. Nach dem Wortlaut des Bundesratsentscheides vom 18. Januar 1898 scheint also mit Sicherheit angenommen werden zu dürfen, daß der bundesrätliche Beschuß vom

Jahre 1876 ein bewußter oder unbewußter Gewaltakt, ein Rechtsbruch gewesen sei.

Welchen Glauben verdienen da noch die beliebten Phrasen: „Hohe Verantwortlichkeit der obersten Landesbehörde“, „ernste Prüfung“, „unveräußerliche Rechte“, „Glaubens- und Gewissensfreiheit“, „Staatschutz“ etc. Haben wir nicht schon hundertmal die Erfahrung gemacht, daß der Staat, da wo er in Religionsfachen macht, als ein Stümper sich erwiesen hat, ganz abgesehen davon, daß er die Pflicht hätte, die Glaubens- und Gewissensfreiheit nicht nur der Protestanten und Altkatholiken, sondern auch der Katholiken zu schützen!

Der Staat kann weder ein öffentliches noch ein privates Recht willkürlich machen oder erfinden, wo sich göttliches und menschliches Recht berühren. Warum will man immer noch nicht erkennen, daß die Behörde nicht Selbstzweck ist, daß Gott der öffentlichen Gewalt nicht alle, sondern nur in beschränktem Maße gewisse Rechte verliehen hat zum Schutze und nicht zur willkürlichen Vergewaltigung der Staatsbürger. Der Staat darf durchaus nicht weiter gehen als der im Prinzip tendierte Zweck der Staatswohlfaht im einzelnen und im allgemeinen erlaubt und fordert; wo er diese Schranke überschreitet, da schreitet er proportional zur Gewalt, handelt nicht nur ohne, sondern gegen alles Recht.

Diesen Gedanken führt P. Weiß in seinem Werke: Soziale Frage und soziale Ordnung (1892 I. Bd., Seite 364) mit folgenden Worten weiter aus:

„Wenn die Staatsgewalt glaubt, sie könne sich selber ein Recht machen und fremdes aneignen, so wirft sie sich zur Herrin über das auf, dessen verantwortliche Dienerin sie ist, und vernichtet das Recht, indem sie Rechte erfindet. So untergräbt sie selber das Recht in der Wirklichkeit und was noch schlimmer ist, in den Herzen und in der Ueberzeugung der Menschen. Das muß sich früher oder später rächen. Wehe den Staaten, wenn die Völker einmal zu glauben beginnen, was jetzt die Lehrer des Rechtes unter wohlgefälliger Billigung der Mächte und der Herrscher behaupten, daß nicht Gott der einzige Grund und Herr des Rechtes, sondern daß der Staat die Quelle aller Gesetze ist! Doppelt weh aber dem, was besteht, wenn die Menschen den Schluß ziehen, die, welche sich am wenigsten um das Recht bekümmern, seien immer jene, welche sich auf ihre Macht verlassen! Dann werden die Machthaber einsehen lernen, leider aber zu spät, daß es in Wahrheit nur eine Stütze der Macht gibt, das Recht, ausgelegt und ausgeübt nach dem Willen dessen, der es gegeben hat!“

S.

Rapport sur l'Association de la Sainte Famille dans le diocèse de Bâle (de 1894 à 1897).

Monseigneur.

J'ai l'honneur de Vous présenter un rapport détaillé sur l'érection de l'association de la Sainte Famille, dans le diocèse de Bâle, et sur son état actuel.

1. Cette association y fut érigée le 29 août 1894. A cette époque, Votre Grandeur, en daignant publier les statuts pontificaux, ordonna l'établissement de l'Association dans toutes les paroisses, et en confia la direction au soussigné. Le 21 Novembre de la même année, une circulaire que vous avez bien voulu approuver fut adressée au clergé paroissial, avec mission d'en donner connaissance aux fidèles, et d'établir dans tout le diocèse, l'Association de la Sainte Famille.

Cette circulaire revêtait la forme d'une ordonnance épiscopale; elle renfermait le Bref pontifical, le mode d'organisation, les avantages spirituels, les prières prescrites et tout ce qui semblait nécessaire pour l'érection et la direction de l'œuvre. Malgré cela, une grande divergence d'opinions se manifesta parmi le clergé et les fidèles; de sorte que l'établissement de l'Association a été différé ou même empêché jusqu'aujourd'hui dans plusieurs paroisses.

On considéra cette association comme une nouvelle Congrégation, comme une innovation inopportune; on méconnut le plan grandiose du Souverain Pontife, Léon XIII, qui l'avait désignée sous le nom de *Consociatio*, c'est à dire *réunion*. Toutes les encycliques du St. Père révèlent son ardent désir de préserver la famille des dangers qui la menacent, en lui faisant comprendre que le sacrement de mariage est la base de sa sanctification; qu'elle ne peut répondre à sa haute destinée qu'en se rapprochant de Dieu, par une vie chrétienne, sous la protection et selon le modèle de la Sainte Famille. On l'a dit: «Il est grand temps de rendre à l'Eglise, les droits que Jésus-Christ lui a conférés, et que l'incrédulité lui a dérobés, en arrachant la famille à son influence». En recherchant les moyens d'assurer le bonheur spirituel et temporel de la société chrétienne, Léon XIII s'est convaincu de la nécessité de créer un lien universel, qui réunisse toutes les familles à des paroisses et toutes les paroisses des diocèses dans l'unité de l'Eglise, sous le patronage de Jésus, Marie et Joseph. Après avoir mûri cette idée, le saint Père la communiqua à toute la chrétienté par la bulle: «*De conditione opificum*», que suivit bientôt l'établissement de l'Association de la Sainte Famille. Le Souverain Pontife y attacha de précieux et de nombreux privilèges, afin d'en hâter l'érection dans les paroisses et les communautés religieuses.

Les paroles du Bref pontifical sont remarquables: «Ce n'est pas étonnant, dit sa Sainteté, si nous donnons

une attention spéciale à cette pieuse association, car nous recherchons dans la mesure de nos forces, tout ce qui peut être d'une plus grande utilité au salut des âmes. Or, rien ne saurait être plus salubre aux familles chrétiennes, que de leur proposer l'exemple de la Famille de Nazareth, qui est le modèle de toute sainteté. Si les chrétiens ont tous les jours sous les yeux les vertus de Jésus, de Marie et de Joseph, il se sentiront nécessairement portés à les imiter. Puisse donc cette sainte association s'étendre toujours davantage! Puisse les associés devenir de jour en jour plus nombreux, et donner un nouveau lustre à la vie chrétienne, par leur foi et leur piété!»

Monseigneur, quand on considère les immenses avantages que nous apporte ce nouveau moyen de salut, proposé par la suprême autorité de l'Eglise, on voudrait voir tous les fidèles s'enrôler avec empressement dans cette pieuse association. Malheureusement ce n'est pas le cas! Il est pénible de voir que, sous de vains et futiles prétextes, on néglige de faire connaître cette œuvre éminemment sociale et de l'introduire dans les paroisses!

Veillez agréer notre profonde reconnaissance, Monseigneur, pour l'empressement avec lequel Vous êtes entré dans les intentions du Saint Père, et pour le zèle que Votre Grandeur a déployé pour faire ériger l'Association de la Sainte Famille dans toutes les paroisses du diocèse!

2. L'érection de cette association a rencontré de nouvelles difficultés, lorsqu'il s'est agi de lui donner une forme régulière. Le mode d'organisation, tel qu'il se trouve indiqué dans le Bref du Souverain Pontife et dans les prescriptions épiscopales, quoique des plus simples, est cependant parfaitement adapté à tous les besoins.

L'Association de la Sainte Famille a trois chefs, à savoir: le Pape, l'Evêque dans son diocèse et le Curé dans sa paroisse. Tous trois sont revêtus de l'autorité en entrant en charge. Nul ne doit donc attendre une nomination formelle; nul ne peut négliger les devoirs qui lui incombent sous prétexte de ne pas les connaître, ou de n'en avoir pas été chargé. Il n'y a guère d'association qui ait si peu d'obligations, pour les directeurs et les fidèles, que celle de la Sainte Famille; néanmoins l'indifférence est si grande de nos jours, que ce peu est encore souvent négligé.

Il est prescrit aux associés d'avoir une image de la sainte Famille. Afin d'encourager l'exécution d'un tableau représentant dignement Jésus, Marie et Joseph, sa sainteté Léon XIII a bien voulu promettre un prix à l'œuvre qui réalisera le mieux l'idéal de la sainte Famille. Cependant, toute image, petite ou grande, peut suffire, pourvu qu'elle soit convenable.

En second lieu, il est prescrit aux associés de faire

la prière du soir en commun, devant l'image de la sainte Famille. Il leur est de plus recommandé, de réciter devant la dite image, la prière composée par le St. Père lui-même, et à laquelle sont attachées des indulgences. Toute autre prière peut cependant remplacer celle-là, pourvu qu'on la dise devant la sainte image.

Les prescriptions qui s'adressent aux curés sont de grande importance; la mise à exécution en est facile; mais il importe qu'elles ne soient ni modifiées, ni négligées. L'expérience acquise par le soussigné lui a fait constater bien des omissions qui ne sauraient passer inaperçues dans un rapport comme celui-ci. — D'abord, il est recommandé aux curés d'inscrire les noms des chefs de famille, ainsi que ceux de tous les membres qui composent ces familles, dans un registre spécial. (On peut se procurer ces registres chez MM. Râber à Lucerne, ou à l'imprimerie «Union» à Soleure) Chaque année, la liste de ces noms doit être communiquée au directeur diocésain. On contrevient aux ordonnances du saint Père en ne se procurant pas le registre prescrit. Mais ce qui est plus grave encore, c'est de nous adresser une liste de noms pris au hasard, ou simplement copiés du registre de l'état civil, sans se mettre en peine de savoir si les personnes en question sont catholiques ou non, et sans avoir érigé au préalable l'Association de la Sainte Famille dans la paroisse! C'est aussi méconnaître les intentions du Pape que d'ériger l'association dans une localité, sans en avertir le directeur diocésain. La direction centrale de Rome, consultée à ce sujet, a répondu que de telles omissions sont *irrégulières* et ne doivent pas être tolérées; le bref pontifical fait un *devoir* à chaque paroisse de s'enrôler dans l'union diocésaine.

(A suivre.)

Kirchen-Chronik.

Aargau. (Korresp.) Wird ein Lehrer von einer Schulgemeinde im Aargau nicht wieder gewählt oder als solcher bestätigt, so tritt der Kantonalaußschuß des aargauischen Lehrervereins zusammen und untersucht die Gründe der Nichtwiederwahl; findet der Ausschuß, daß der Lehrer ohne genügenden Grund beseitigt worden, so wird die Sperre über eine solche Schule ausgesprochen, d. h. kein Lehrer darf sich an die Stelle des weggewählten Lehrers wählen lassen.

So berichtet das „Aargauer Schulblatt“ Nr. 1.: „Die Sperre über Dottikon ist aufgehoben. Die Gemeinde hat den Wünschen des Kantonalaußschusses Rechnung getragen. Der nicht mehr gewählte Lehrer erhielt einen Rücktrittsgeld von Fr. 100 und die erledigte Stelle wird mit einer um 100 Fr. erhöhten Besoldung (Fr. 1300) zur Bewerbung ausgeschrieben.“

In Nr. 2 des benannten Schulblattes heißt es: „Die Sperre über Siglistorf ist dahingefallen, die Gemeinde

hat den mit großer Mehrheit gewählten Lehrer, auf die Vorstellungen des Lehrer-Kantonalausschusses den 9. Januar abhin wieder gewählt und wieder bestätigt mit 62 gegen 11 Stimmen."

Ferner bleiben noch gesperrt Kindhausen und Sulz. Lehrer und Lehrerinnen werden aufgefordert, mit den gemäßregelten und gewählten Lehrern auf der ganzen Linie sich solidarisch zu erklären.

Was über ein solches Vorgehen allenfalls zu bemerken ist, wollen wir dem geeigneten Leser überlassen.

Italien. Rom. Ueber den unlängst verstorbenen P. Franz von Salis-Seewis S. J. entnehmen wir den „Zürcher Nachrichten“ folgendes: P. v. Salis wurde 1835 geboren, als sein Vater, Graf Joh. Ulrich Gaudenz Dietegen von Salis bereits katholisch war. Seine Mutter und fünf ältere Kinder traten noch im Laufe des Jahres 1835 zur Kirche über. Der Leiter von dessen Konversion war der gelehrte Bischof Raffaeli von Capri. „Christus ist mein Leben und Sterben, mein Ziel“, waren seine letzten Worte. — Sein dritter Sohn Franz trat in den Jesuitenorden, wo er sich durch Gelehrsamkeit, Frömmigkeit und ein machtvolles Predigerwort auszeichnete. Er ist der Verfasser verschiedener sehr geschätzter Schriften philosophischen Inhalts, was ihn aber am meisten in Anspruch nahm, das war die Mitredaktion der „Civiltà cattolica“, der weltbekannten Zeitschrift. Er lebte dann auch meistens in Rom, Florenz und Genua, als ein wahrhaft christlicher Philosoph und Weltüberblicker.

Litterarisches.

Beispiele zum Unterrichte über die Gebote Gottes und der Kirche, sowie der Sakramente der Buße und des Altars, mit besonderer Rücksicht auf die Vorbereitung zur ersten hl. Kommunion. Gesammelt von **Eduard Wittus**, Pfarrer. Mit bischöflicher Approbation. 83 Seiten. 8°. Preis 35 Pfg. Paulinus-Druckerei in Trient.

Der katholische Unterricht muß mit Erzählungen gewürzt sein. Denn „longum iter est per præcepta, breve et efficax per exempla“ (Seneca, epist. 6). Der Katechet der Katecheten, der göttliche Heiland, hat das Volk durch Parabeln unterrichtet; sein Vorgehen ist für alle Zeiten maßgebend. Der Verfasser des Büchleins, das obgenannten Titel trägt, wollte durch seine Arbeit diejenigen Abschnitte des Katechismus erläutern, die für das praktische Leben von besonderer Wichtigkeit sind, die Gebote Gottes und der Kirche, sowie die Sakramente der Buße und des Altars. Daher hat er aus größern Beispielsammlungen das Beste über diese Punkte gesammelt und zu einem eleganten Schriftchen zusammengestellt. — Es finden sich in vorliegender Sammlung auch Beispiele, die zum ersten Male in einer Sammlung erscheinen. Ein besonderer Vorzug des Werkes ist, daß sämtliche Beispiele ausgewählt und zu-

sammengestellt sind mit besonderer Berücksichtigung des Erstkommunikantenunterrichtes. Viele Beispiele hat der Verfasser selbst erlebt, was den Wert der Sammlung erhöht; denn Ereignisse aus der Gegenwart pflegen gewöhnlich einen größern Eindruck zu machen. Das Schriftchen verdient weite Verbreitung, und wir können dasselbe allen Katecheten, Geistlichen und Lehrern auf das Wärmste empfehlen.

Liberalismus, Sozialismus und christliche Gesellschaftsordnung. I. Der christliche Staatsbegriff. Von **Heinrich Pesch**, S. J. 2. Aufl. Mit Approbation des hochw. Kapitelsvikariats Freiburg und der Ordensobern. Herder'sche Verlagshandlung 1898. Preis brosch. Mark 1. 80.

Eine Anzahl wissenschaftlicher Arbeiten über die soziale Frage aus den „Stimmen von Maria Laach“ ist von der Herder'schen Verlagshandlung in Freiburg i. B. separat herausgegeben worden, in einzeln käuflichen Heften. Die sieben ersten Hefte, die bereits in dritter Auflage erschienen, bilden zusammen den ersten, die übrigen den zweiten Band; letztere sind Teile eines einzigen Werkes, dessen erster und vorliegender Teil den christlichen Staatsbegriff behandelt.

Zuerst werden in dem ausgezeichneten Werke die heutigen Feinde der christlichen Gesellschaftsordnung gezeichnet. Der betreffende Abschnitt handelt von dem Sozialismus, als Partei, als Wissenschaft und als Liberalismus des vierten Standes. Das erste Kapitel des Buches verbreitet sich über den Staatsbegriff im allgemeinen, das zweite über die staatliche Rechtsordnung. Gewiß darf man dem Priester zumuten, daß er sich über so wichtige Fragen Klarheit zu verschaffen suche. Das Buch von P. Pesch bildet ein wertvolles Hilfsmittel dazu. Mit wissenschaftlicher Ruhe und Objektivität und in einer edlen Sprache werden die modernen Irrtümer auf dem Gebiete der Staatslehre zurückgewiesen und ihnen die christlichen Anschauungen entgegengestellt. Möge das Werk recht zahlreich gelesen und studiert werden!

Kirchenamtlicher Anzeiger.

Observanda in Missa de Communi Doctorum.

Iuxta Additiones et Variationes in Rubricis generalibus et specialibus Breviarii et Missalis Romani vi S. R. C. Decreti diei 11 Decembris 1897 inducendas, duplex datur formula pro Postcommunione in Missa de Communi Doctorum, videlicet:

Postcommunio.

Pro Doctore Pontifice. Ut nobis, Domine, tua sacrificia dent salutem: beatus N. Pontifex tuus et Doctor egregius, quæsumus, precator accedat. Per Dominum.

Pro Doctore non Pontifice. Ut nobis, Domine, tua sacrificia dent salutem: beatus N. Confessor tuus et Doctor egregius, quæsumus, precator accedat. Per Dominum.

Velint reverendi sacerdotes nostræ Diocesis occasione Festi S. Petri Damiani Conf. P. et Eccl. Doct.

quod die 1^a Martii hoc anno celebratur, prædictas mutationes facere in suis Missalibus, ut ubique uniformitas obtineatur.

Quod sequenti modo fieri potest: supra verbum «Confessor» ponatur verbum «Pontifex», et post verbum «egregius», addatur: «quæsumus». Nempe:

Ut nobis, Domine, tua sacrificia dent salutem: beatus N. Confessor (Pontifex) tuus et Doctor egregius, quæsumus, preceptor accedat. Per Dominum.

Partie officielle.

A MM. les Doyens et MM. les Curés du Ct. de Berne.

Ayant appris qu'une fête va se célébrer dans le canton de Berne à l'occasion de l'anniversaire de la victoire de Neuenegg, Nous désirons que dans chaque église catholique de ce Canton un Te Deum d'actions de grâce soit chanté à la fin de l'office du matin, le dimanche 6 Mars.

P. O.

La chancellerie épiscopale.

SOLEURE, le 24 février 1898.

Zur Berichtigung.

Die Hochw. Reg.-Konferenz von Sursee, unterstützt vom Kapitels-Vorstand, hat zur Zeit Vorschläge für Revision der Konkordats-Bestimmungen vorgelegt. Sie wurden als zweckdienliche Vernehmlassung begrüßt und bei der bereits begonnenen Revisionsarbeit zu Rate gezogen. Ohne hievon Kenntnis zu haben oder davon Notiz zu nehmen, erließ in der „Kirchen-Zeitung“ Nummer 52 ein Korrespondent eine etwas unerwartete Anfrage, die begreiflicher Weise eine Antwort veranlaßte. Wenn derselben ein Tadel beigegeben war, so galt er einer, obigen geistlichen Kreisen ferner gewordenen oder stehenden Persönlichkeit. Immerhin darf der fragliche Vorhalt weder auf die Konferenz noch auf den Kapitels-Vorstand bezogen werden. Möge diese Richtigstellung zur Befriedigung dienen, deren wir in diesen so ernsten Zeiten so sehr benötigt sind!

Solothurn, den 22. Februar 1898.

Aus Auftrag: J. Meyer, Domherr.

Für den Märzmonat.

- Albers, Priester, Gebetskränze. Preis geb. Fr. 4.
 Krebs, P., St. Josephsbüchlein. 22. Auflage. Geb. Fr. 1.
 Krebs, P., Josephsbüchlein, besonders geeignet für den Allgemeinen Verein der christlichen Familien und für den Monat März. 21. Auflage. 16. 267 Seiten. Preis geb. Fr. 1.
 Krebs, P., Märzblüten. 31 Blättchen. Preis 25 Cts.
 Krebs, P., Begrüßungen des heiligen Joseph. Preis 25 Cts.
 Kneip, Pfarrer, St. Josephs-Monat. Geb. Fr. 1.
 Toussaint, St. Joseph hilf! 3. Auflage. Geb. Fr. 2 und teurer.
 Brück, Weihenkrantz zu Ehren des heiligen Joseph. Geb. Fr. 1. 60.
 Pfingstbeil, P., St. Thomasbüchlein. 3. Auflage. Geb. 90 Cts.
 Seeböck, P., Gertrudsbuch. Gebunden Fr. 2.

Zu beziehen durch alle Buchhandlungen.

A. Laumann'sche Buchhandlung, Dülmen i. W.

Inländische Mission.

Nochmals Abrechnung für das Jahr 1897 bezüglich des Fahrzeitenfonds der inländischen Mission.

	Fr. Ct.
Wir haben nämlich noch nachzutragen laut Nr. 52: 1350 —	
Stiftung einer Fahrzeitmesse, durch Witwe K., geb. St. in S., Kantons Luzern, in Biel zu halten	100 —
	Total 1450 —

Neue Rechnung für 1898.

a. Ordentliche Beiträge pro 1898.	
Uebertrag laut Nr. 6:	677 50
Kt. Aargau: aus der Pfarrei Tägerig	5 —
Ortspiusverein von Wittnau	5 —
Zurzach	70 —
Kt. Baselftadt: von Ungenannt in Basel	200 —
Kt. St. Gallen: Rorschach, erste Kata	113 —
Kt. Genf: Kollekte daselbst und in etlichen Pfarreien	475 50
Kt. Luzern: Rickenbach	62 —
Weggen, Legat von sel. Jgfr. Kath. Scherer	50 —
Stadt Luzern, von H. K. J.	100 —
Kt. Solothurn: Rienberg	20 —
Kt. Zug: Durch Hochw. P. Guard. Ubaldo von Ungenannt in Zug	100 —
	1878 —

b. Außerordentliche Beiträge pro 1898.	
Uebertrag laut Nr. 6:	1410 65
Vermächtnis von Jgfr. M. Key, Merenschwand, mit 200 Fr. für etliche Zwecke, wovon für Inländischen Missionsfond	71 25
Vermächtnis von Madame Decrose in Rolle, Kt. Waadt (Mutter des dortigen katholischen Pfarrers)	500 —
Bergabung von K., Kt. Luzern (Nutznießung vorbehalten)	1000 —
Vermächtnis von Hrn. alt-Reg.-Rat J. A. Hürli-mann sel. in Walchwil	9000 —
	11,981 90

Der Kassier: J. Düret, Propst.

„Nach Amerika“.

Reise-Gedächtnisse

von

Burkhard van der Timmat.

Broschiert zu 85 Cts.,
 elegant gebunden zu Fr. 1. 25
 beim Verfasser:
 12⁹ B. Krebs, Pfarrer in Würenlos.

Zu verkaufen: Eine sehr schöne 17¹

Herz-Jesu-Statue,

1. 50 m. hoch, extra fein gearbeitet; zu billigem Preis.
 Wo, sagt die Expedition dieses Blattes.

